

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Intrigues-de-palais-au-Paraguay>

Intrigues de palais au Paraguay

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : dimanche 29 août 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 25 décembre 2007, en annonçant sa candidature à la magistrature suprême, l'ancien évêque des pauvres, Fernando Lugo, déclarait : « *A mon sens, la société paraguayenne est divisée entre ceux qui volent et ceux qui sont victimes du vol, entre ceux qui agressent et ceux qui sont agressés.* » Fort de l'appui des organisations populaires, syndicales et paysannes, il accéda, le 20 avril 2008, à la [présidence](#) du Paraguay, avec 42 % des suffrages exprimés. « *Cette même semaine, a-t-il raconté depuis (Pagina 12, Buenos Aires, 20 août 2010), j'ai reçu la visite de l'ambassadeur des Etats-Unis. Il m'a laissé une enveloppe pour que je l'ouvre, après le repas. C'était la liste des personnes qui devaient entrer dans mon gouvernement. Trois noms par ministère !* »

Pour accéder à la tête de l'Etat, M. Lugo avait bénéficié de l'[appui](#) d'une plate-forme politique, l'Alliance patriotique pour le changement (APC), à laquelle se rallia, par pur opportunisme, le Parti libéral radical authentique (PLRA ; droite), incapable jusque-là de battre en brèche la domination du [Parti Colorado](#), au pouvoir depuis soixante ans.

Sans parti, et bien que ne disposant pas d'appui au Parlement, M. Lugo mène une modeste mais réelle politique sociale, tout en entretenant des relations cordiales avec les présidents Luiz Inácio Lula da Silva (Brésil), Evo Morales (Bolivie), Rafael Correa (Equateur) et Hugo Chávez (Venezuela) - pour ne citer qu'eux. Plus grave encore (si l'on peut s'exprimer ainsi), en août 2009, il a lancé un appel à approfondir la démocratie et à la rendre plus « participative » - allant jusqu'à envisager des consultations de la population.

Un autre chef d'Etat avait suivi la même démarche, avec les conséquences que l'on sait : M. Manuel Zelaya, au Honduras. Le [coup d'Etat](#) « institutionnel » qui l'a renversé, le 28 juin 2009, semble avoir donné des idées à la droite paraguayenne, qui, appuyée par les médias nationaux (la plupart desquels avaient pourtant soutenu sa candidature), a déclenché une féroce [offensive](#) afin de destituer « démocratiquement » M. Lugo à travers un jugement politique (*juicio político*), sous les prétextes les plus divers, parmi lesquels une accusation de corruption (pour avoir fait attribuer des terres aux paysans !).

A la tête du PLRA et allié tant au Parti Colorado qu'à une scission de celui-ci, l'Union nationale des citoyens éthiques (Unace), dirigée par l'ex-général putschiste Lino Oviedo, le vice-président Federico Franco mène cette bataille. C'est lui qui occuperait la fonction de M. Lugo si ce dernier était écarté du pouvoir. A chaque fois que l'occasion se présente, il se déclare « *prêt à gouverner* ».

L'annonce, début août, de la maladie du chef de l'Etat - un cancer du système lymphatique l'obligera à subir des séances régulières de chimiothérapie, pendant une durée de trois à six mois - ouvre de nouvelles perspectives à la droite et à l'extrême droite qui dominent le Congrès : bien que, d'après les médecins, la maladie de M. Lugo soit curable sans affecter son activité, l'idée d'une destitution « pour raison de santé » fait déjà son chemin.

En attendant, l'opposition a franchi une première étape en s'attaquant au ministre de la défense, l'ex-général Luis Bareiro Spaini. Ce dernier a provoqué son courroux en demandant des explications à l'ambassadrice des Etats-Unis, Mme Liliana Ayalde, à travers un courrier au style et au ton « vigoureux » : au cours d'un déjeuner organisé par la diplomate américaine, auquel participaient le vice-président Franco, le vice-ministre de la défense Cecilio Pérez Bordón, quelques membres de la classe politique - parmi lesquels le sénateur Hugo Estigarribia (Parti colorado) - et un groupe de généraux américains, furent dénigrées de façon sarcastique et insultante la fonction et la politique du président Lugo.

Ce « manquement aux usages diplomatiques » - celui du ministre, pas celui de l'ambassadrice ! - a amené la Chambre des députés - que va suivre le Sénat - à entamer un *juicio político* contre M. Bareiro Spaini. Ajoutant à la gravité de l'outrage fait à la représentante des Etats-Unis, on rend également responsable le ministre de la disparition de... trois fusils, dans une installation de l'état-major de l'armée.

Le 19 août, dans un communiqué de presse tout à fait inhabituel émanant d'une telle institution, le ministère de la défense nationale dénonce : « *Dans ce montage psycho-politique de certains secteurs de l'opposition, la prétention à un jugement politique du ministre Bareiro Spaini ne fait qu'anticiper (...) l'objectif stratégique final : le jugement politique du président de la République Fernando Lugo* » et n'hésite pas à mettre en cause « *des intérêts étrangers et contraires à ceux du Paraguay* ». A Washington, quelques oreilles doivent siffler.

Néanmoins, placé au coeur de la tourmente, M. Bareiro Spaini a, le 23 août, présenté sa démission au chef de l'Etat, qui a été contraint de l'accepter. L'opposition a fait un grand pas en avant : ce loyal collaborateur désormais écarté, elle pourra plus facilement compter sur l'appui de l'armée au cas où, le Congrès l'ayant destitué, le président Lugo refuserait d'obtempérer.

Toutefois, on observera que, contrairement à Tegucigalpa, Asunción ne se trouve pas dans l'immédiate « arrière-cour » des Etats-Unis. Partenaires du Paraguay au sein du Marché commun du sud (Mercosur), l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay accueilleraient sans doute très mal un coup d'Etat au coeur de leur organisation régionale, quand bien même il serait revêtu des oripeaux d'une pseudo légalité. Quant à l'Union des nations sud-américaines (Unasur), au sein de laquelle, outre les capitales des pays précités, Caracas, Quito et La Paz pèsent d'un grand poids, on rappellera qu'en 2008, elle a été un acteur majeur pour empêcher la déstabilisation de la Bolivie.

Ces réserves faites, on ne peut toutefois oublier ce que [Washington](#) a obtenu pour le Honduras : la reconnaissance, par ses amis latinoaméricains et une « communauté internationale » sans trop d'états d'âme, d'[élections](#) organisées par un gouvernement *de facto* issu d'un coup d'Etat.

[LMD](#). Paris, 28 août 2010